

# Désordre au royaume de Moubelet Boubeya

## La Police maltraite ses recrues

La Police nationale est un corps esclavagiste. Depuis 2012, ce corps paramilitaire qui recrute à la pelle, peine à donner des postes budgétaires aux différentes promotions. C'est le cas des officiers enrôlés depuis bientôt deux ans, actuellement en stage dans les différents services.

**C.M**

Depuis 2009, tous les corps des forces de sécurité et de défense, sous Ali Bongo Ondimba, ont décidé de densifier les effectifs. C'est le cas à la Police nationale. Seulement, ces recrutements - dans le but de défendre âprement le régime despotique Bongo-PDG comme on l'a vu samedi dernier - ne vont pas sans problèmes.

En dépit de leur droit de réserve, mais parce qu'ils triment et sont victimes de nombreuses injustices, certains flics s'expriment. Colériques. Selon une source digne de foi « il y a deux ans, la Police nationale gabonaise organisait un concours, en vue de former des jeunes compatriotes, afin d'en faire des officiers. Ce qui fut fait. Mais le problème réside au niveau des injustices vécues par ces nouveaux fonctionnaires. Depuis leur recrutement, ils ne perçoivent aucun salaire, alors qu'ils font partie des effectifs de la Police nationale, depuis bientôt deux ans. A l'inverse de leurs collègues de la Gendarmerie nationale, actuellement en formation à l'École nationale de gendar-



A part se battre comme un bon diable pour maintenir Ali Bongo au pouvoir, Moubelet ne se soucie pas des défaillances à la police.

merie d'Owendo, qui ont bénéficié d'une bourse conséquente dès les premiers mois. En outre, ils jouissent d'un suivi individuel de leurs dossiers pour l'obtention des postes budgétaires. Ce qui revient à dire que les officiers en formation à l'école nationale de Police sont des officiers de niveau inférieur. Beaucoup d'entre eux n'arrivent pas à s'assumer. C'est honteux ! ».

Une autre source proche des services de la Contre Ingérence enfonce le clou : « la Police vient, à nouveau, de

recruter une centaine de Gabonais pour être de simples policiers à la solde du pouvoir. Leur avenir sera incertain, au motif qu'ils resteront longtemps sans poste budgétaire. Pourtant, l'expérience de 2012 devrait leur servir de leçon. Mais rien. Au regard des carences observées dans leur formation, beaucoup d'entre eux n'hésiteront pas à renouer avec leurs premières amours : le racket et la délinquance ». Si la Police, à l'instar de la Gendarmerie, est impliquée dans des missions de maintien

de l'ordre et de sécurité intérieure, en dépit de ce qu'elles n'appartiennent pas aux mêmes ministères, elles sont, tout de même, sous l'autorité du chef suprême des forces de sécurité et de défense, c'est-à-dire Ali Bongo. Pourquoi les officiers formés à l'école nationale de Police ne sont-ils pas logés à la même enseigne que leurs collègues gendarmes ? « Qu'est-ce qui justifie ce traitement discriminatoire ? », s'interroge un policier frustré qui demande si Ali Bongo Ondimba est vraiment au fait de cette réalité.

Dans un pays normal, une telle situation, dans un milieu aussi sensible, ne devrait pas exister. De fait, dans le souci d'être en phase avec l'égalité des chances chère à Ali Bongo Ondimba, le ministère de l'Intérieur collaborerait avec le commandement en chef de la Police nationale sur le projet visant à mettre fin à toutes les inégalités sociales et à la discrimination. Car, à l'instar d'autres officiers des forces de sécurité et de défense, ceux de la Police nationale méritent bien de la considération.

Est-ce vraiment sorcier tout ça ? ■

la présidence de la République a atteint tous les pans. Les Gabonais en service à l'intendance sont depuis lors malmenés par les profitsituationnistes qui pullulent autour du fils « très supposé biologique » d'Omar Bongo Ondimba.

**David Otounga**

Pour le Gabonais lambda, travailler à la présidence de la République est une chance inouïe. Mais le dire et s'arrêter là relève de l'utopie. Et pour cause, les agents en service à l'intendance, depuis un moment, broient du noir. Sous Bongo I, ils étaient sur le plan financier et matériel mieux et bien traités. Mais avec Bongo II et l'avènement de la légion étrangère, c'est désormais de l'histoire. Une source proche du Palais du bord de mer relève : « Nous étions sous le règne de Bongo bien traités. Lorsque nous allions en mission à l'intérieur du pays, nous avions 60000 Fcfa de frais de mission. Au bout de 15 jours, nous avions de quoi nous occuper de nous-mêmes et de nos familles. Mais ça, c'était sous Omar. Depuis un moment, les choses ont changé. Le vrai président a, dans un premier temps, décidé de les réduire à 45000 Fcfa. Nous avions plus ou moins accepté. Mais il ne s'est pas arrêté là. Dans sa volonté de tout prendre et de ne rien laisser aux autres, aujourd'hui, c'est à peine 15000 Fcfa. C'est une véritable misère. Et dans ce service, la tête n'est plus à l'ouvrage. Pire, ce travail requiert des moyens roulants. Autrefois, on dormait avec les voitures de service pour nous permettre de rallier le palais au cas où on était appelé tard dans la nuit. Il a été désormais décidé que les voitures de service doivent être garées à 17h. Du coup, pour le reste de la journée, les agents doivent se débrouiller. Et certains, lorsqu'ils sont appelés tard dans la nuit pour rallier le palais, ne peuvent pas le faire et écopent de sanctions ».

Comme on le constate, ceux qui croyaient que travailler à la présidence est un signe de réussite se sont trompés. Car, le calvaire vécu par les agents de l'intendance en dit long sur le malaise profond qui a gagné certains services de cette institution. C'est dire que le pays, sous le règne d'Ali Bongo et sa légion étrangère, a atteint le fond. Et tous les voyants sont au rouge.

Si Ali Bongo n'était pas informé, il l'est désormais. A ce titre, il doit donner des instructions fermes, afin que la sérénité revienne au sein de ce service important. Pour le moment, en attendant la solution miracle de « l'enfant-roi », les agents de l'intendance de la présidence de la République sont dans l'impasse. Est-ce pour longtemps encore ? ■